

Refondation de l'école : premiers éléments sur le rapport

Ce que retient la presse :

- Priorité au primaire : revoir les rythmes, vers la semaine de 4 jours et demi, et une journée de cours moins longue (5 h maxi), mais identique en terme de temps de présence. « Plus de maîtres que de classe » pour les CP et CE1 des zones en difficulté. Articulation primaire collège facilitée par échanges de services des enseignants des deux niveaux.
- Collège : rythmes aussi, pas plus de 5h de cours en 6ème-5ème ; et 6h ensuite. Temps de présence identique ; études au collège pour activités périscolaires et aide aux devoirs.
- Moins de profs en 6ème-5ème (polyvalence, moins de matières enseignées). Suppression progressive du redoublement.

Le constat du rapport :

- Construit en trois parties, seule la dernière regroupe les préconisations pour la future école. Les deux premières correspondent au constat du système éducatif qui correspond souvent à notre analyse. La concertation a en effet « entendu » les partenaires, elle a « capté » le discours syndical. En témoignent les expressions suivantes (page 23) :

« C'est même un projet politique qui continue à être singulier au regard d'expériences étrangères, notamment les modèles libéraux, qui privilégient le fonctionnement de quasi-marchés éducatifs valorisant davantage l'individu et son employabilité. (...) Si elle doit laisser une large place aux initiatives et énergies individuelles et locales, elle doit aussi créer du commun. »

- Dans cet esprit, le rapport part d'un constat que l'on ne peut que partager sur l'état de l'école, il en rappelle les améliorations en termes de massification, mais en souligne les limites et notamment les inégalités, l'absence de démocratisation, les résultats médiocres en terme d'insertion professionnelle pour une partie importante d'élèves, sortis sans qualification du système scolaire. Il insiste sur les discriminations (réussite des filles, difficultés des populations issues de l'immigration, inégalités sur l'ensemble du territoire, et discrimination positive peu opérante).

Les principes idéologiques sous tendus :

- Pour faire passer le projet, le discours prend des précautions oratoires, parmi lesquelles figure la reconnaissance des enseignants : ils sont écoutés, entendus, associés aux décisions, trop peu payés, pas assez formés et des collaborateurs incontournables pour le gouvernement...

En début de rapport, on peut lire une dénonciation de l'administration précédente, technocrate, obnubilée par le pilotage par les résultats, empilant les réformes... A l'inverse, 50 pages plus loin, le rapport s'achève sur un paragraphe réaffirmant l'importance de l'évaluation du système, et la volonté d'élargir les contrats d'objectifs....

- Le socle à tout prix : récupération du discours syndical, le rapport parle de socle mais semble répondre en creux aux attaques qui lui ont été faites par le passé : le socle doit évoluer... Page 25, il explique qu'il faut élever le niveau de connaissances des élèves, et pour ce faire, allier savoirs et compétences, transformer les contenus, agir sur les modalités de transmission et d'appropriation... Le socle, véritable fil rouge du projet d'école, serait l'outil indispensable pour parvenir à la démocratisation scolaire que nous appelons de nos vœux.

- Pour mettre en place ce socle, il faut donc revoir les pratiques, fabriquer une école « bienveillante », privilégier le « vivre ensemble » pour améliorer le climat scolaire...

Les mesures phares :

- Priorité au primaire : rôle de la maternelle conforté. « Plus de maîtres que de classes » en CP-CE1. Fin des devoirs à la maison. Langue vivante dès le CP.
 - Collège : continuité avec le primaire ; redéfinir les cycles. Éducation à l'orientation dès la 6ème. Évolution de la notation, suppression du redoublement.
 - Lycées : pas de consensus sur les 3 voies. Ne rien changer en Lycée général, mais alléger les horaires. Apprentissage conforté, à développer au sein des LP. La carte des formations passe aux Régions.
 - Lutte contre le décrochage : un référent dans collèges et lycées professionnels
 - Rythmes : rien de neuf, tout est copié-collé sur les conclusions du comité de pilotage mis en place par Chatel
 - Personnels : consensus sur la formation : recrutement en master et pré recrutements en licence (ne prononce pas le mot « concours »). Ne dit rien des moyens pour y parvenir ni des modalités de mise en œuvre.
 - Sur les missions et conditions de travail, aucune piste précise, mais des phrases inquiétantes : « *Rompre avec la rigidité des emplois du temps hebdomadaires en se donnant la possibilité de globaliser un certain nombre d'heures, dans une fourchette précise et négociée, pour faire évoluer les pédagogies, permettre le travail inter et pluridisciplinaire. (p 47) »*
- ou encore : « *Faire de l'évaluation un processus qui s'inscrit dans la durée, qui prend en compte le parcours professionnel, le travail en équipe, ainsi qu'une part d'autoévaluation et qui valorise l'investissement personnel.(p 48) »*

Les points qui nous paraissent poser problème :

- Pas un mot sur les RASED
- Gouvernance – autonomie : instauration d'un statut de directeur d'école ; autonomie comme principe ; évaluation généralisée du système ; extension des contrats d'objectifs aux collectivités territoriales ; poursuite de la décentralisation et importance croissante du pouvoir politique local.
- Socle et LPC réaffirmés ; champs disciplinaires en 6ème-5ème avec profs polyvalents ; échanges de service avec primaire
- Apprentissage : valorisé et réaffirmé
- Décentralisation : projet déjà bien avancé : la carte des formations professionnelles relèverait de la compétence des Régions. Les contrats d'objectifs devraient désormais intégrer les collectivités territoriales. Création d'un Service Public régional de l'orientation.